

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E
M A I R I E D E N E U I L L Y - P L A I S A N C E

L I B E R T É - É G A L I T É - F R A T E R N I T É

D I R E C T I O N D E S S E R V I C E S T E C H N I Q U E S E T D E S E S P A C E S V E R T S

ARRÊTE PROVISOIRE n° 22-AT-0543
REGLEMENTANT PROVISOIREMENT LE STATIONNEMENT
ET LA CIRCULATION AVENUE DE ROSNY (en partie)
ET AVENUE DES RAMIERS (en partie)

Le Maire de la ville de Neuilly-Plaisance,

Vu le Code de la Route, et notamment les articles R 411, R 417.10, R 417.12,

LE MAIRE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212.1 et 2, article L 2213-2, articles L2521.1 et 2,

Vu la loi n° 82.213 du 02 mars 1982 modifiée et notamment le titre 1, relatif aux droits et libertés des Communes,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8^{ème} partie signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974),

Vu l'arrêté 22-AT-0441, en date du 11 août 2022,

CHRISTIAN DEMUYNCK

Considérant qu'en raison des besoins de continuité du chantier de mise en séparatif des réseaux d'assainissement réalisés avenue de Rosny, partie comprise entre l'avenue Aristide Briand et l'avenue Louise par les entreprises EHTP - Entreprise Hydraulique et Travaux Publics - ZA du Tuboeuf rue Gloriette - CS 70123 - 77257 Brie-Compte-Robert Cedex, SADE sise 346 rue du Maréchal Juin - ZI Vaux le Penil - BP 593 - 77005 Melun cedex, d'une part et CIG 12 rue Berthelot BP 90042 95502 Gonesse Cedex, d'autre part, intervenant pour le compte de Etablissement Public Territorial - Grand Paris Grand Est - 11 boulevard du Mont d'Est 93160 Noisy-le-Grand, il convient de réglementer provisoirement le stationnement et la circulation sur cette voie, (en partie).

Dans le but d'assurer la circulation et la sécurité publique,

ARRÊTE

Les modalités ci-dessous édictées seront applicables :

du 24 octobre 2022, à 7h30,
au 04 novembre 2022, à 16h00.

ARTICLE 1

Le stationnement des véhicules sera interdit sur une longueur de 15 mètres, des deux côtés de la chaussée et de part et d'autre du carrefour formé par l'avenue des Ramiers et l'avenue de Rosny, avec application de l'article R417-10 du Code de la Route et à l'exception des véhicules nécessaires aux travaux.

ARTICLE 2

La circulation des véhicules sera interdite dans le carrefour formé par l'avenue des Ramiers et l'avenue de Rosny. Ces deux axes seront mis en impasse pendant toute la durée des travaux.

ARTICLE 3

La circulation des piétons sera maintenue, barriérée et protégée sur les trottoirs pendant toute la durée du chantier.

ARTICLE 4

Les dispositions du présent arrêté seront applicables 48 heures après la mise en place de la signalisation réglementaire par l'entreprise chargée des travaux et maintenues pendant toute la durée du chantier.

ARTICLE 5

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès verbaux et déférés auprès des tribunaux compétents.

ARTICLE 6

Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie de NEUILLY-PLAISANCE, Madame la Directrice des Services Techniques et Espaces Verts Municipaux, Madame la Commissaire de Police de NEUILLY-SUR-MARNE, Madame la Cheffe de Service de la Police Municipale de NEUILLY-PLAISANCE, seront chargées chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera transmis à Monsieur l'Adjudant Chef des Sapeurs-Pompiers de Neuilly-sur-Marne, SEPUR, l'ETP - GPGE, les entreprises EHTP, SADE et CIG.

6 rue du Général de Gaulle
93360 Neuilly-Plaisance
Tél : 01 43 00 96 16
Fax : 01 43 00 42 80

Courriel :

contact@mairie-neuillyplaisance.com



Neuilly-Plaisance, le 19 octobre 2022

Christian DEMUYNCK
Maire

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. Conformément aux dispositions de la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

(Tous les courriers doivent être adressés impersonnellement à Monsieur le Maire)